

Directeur de la publication & de la rédaction : Alain Avello | Conception : AdR | Réalisation : Lucas L.



Plus que jamais, sauver l'École

ISSN 2492-072X

**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE 2017**
Des évolutions
majeures !

Page 4

**CONFÉRENCE
DE TOURS**
Le combat continue !

Page 10

Au-delà de nos
100 propositions,
**BÂTIR UN
PROJET PATRIOTE
POUR L'ÉCOLE !**

Page 30

SOMMAIRE

Cette treizième livraison de La Lettre paraît après que notre organisation a connu des évolutions majeures, décidées lors de son Assemblée générale 2017 qui s'est tenue à Tourcoing le 28 octobre dernier.

Nous revenons largement dans les pages qui suivent sur ces évolutions qui ont conduit à notre rapprochement avec le mouvement Les Patriotes présidé par Florian Philippot.

Elles n'altèrent évidemment en rien, bien au contraire, la force de nos convictions et de notre engagement pour l'avenir de l'Ecole, comme le signalent les actes de notre Conférence de Tours qu'on découvrira également dans les pages qui suivent : lors de cet événement de rentrée auquel participaient des adhérents et responsables ayant très majoritairement fait le choix des évolutions évoquées plus haut, Racine s'est révélé plus combattif et plus résolu que jamais à construire le Grand projet patriote qui sauvera notre système d'instruction du désastre.

**3 ÉDITORIAL**

Edito d'*Alain Avello*

4&5 Assemblée générale 2017

6 Déclaration du nouveau bureau national

7 Le Collectif s'affranchit du FN
Alain Avello

8&9 Notre choix : Les Patriotes
Daniel Philippot

10&11 Conférence de Tours

16 Septembre 2017

12 Allocution introductive
Alain Avello

14&16 J-M Blanquer : l'homme du sérail
Daniel Philippot

17&19 Effets d'annonces et réalités
Pierre Miscevic

20&22 Après l'élection présidentielle ...

Que faire ?
Marc Chapuis

23&25 Allocution de conclusion
Alain Avello

26&32 Actualités

26 Le racisme (à peine inversé) de Sud Education
Alain Avello + Communiqué RIA Novosti

27 Plan étudiant
Florian Philippot

28 Communiqué de Presse
Réforme du Bac , l'apprentissage voie royale
Alain Avello

29&31 Au delà de nos 100 propositions, bâtir un projet patriote pour l'Ecole?
Marc Chapuis

32 Organigramme et bulletin d'adhésion

ÉDITO

Cette treizième livraison de La Lettre non seulement répond à des attentes plusieurs fois exprimées, mais manifeste aussi une continuité. Car le combat pour l'Ecole, quelles que soient les circonstances électorales, les repositionnements — ou reniements — électoralistes qui en découlent et les renouvellements qu'ils appellent, ne saurait s'interrompre, jusqu'à ce que, du moins, advienne ce changement politique radical qui saura redonner sa liberté à la France et permettre la Grande réforme du système scolaire et universitaire que nous appelons de nos vœux.

Le « Collectif Racine » n'est plus, mais « Racine » lui succède en se faisant le garant d'une continuité : la majeure partie de ses contributeurs les plus impliqués, la quasi-totalité de ses membres aussi bien présents à Tours, mi-septembre, qu'à Tourcoing, fin octobre, ont entériné les évolutions majeures que décrit le premier dossier de la présente Lettre : outre le changement de nom, la déconnexion du Rassemblement Bleu Marine (et donc, aussi, du Front National), le transfert du siège social, le tout s'étant accompagné de l'élection d'un nouveau bureau national.

Nous tenons à ce propos à remercier très chaleureusement les membres du bureau sortant qui ne siègeront plus au sein de l'organe exécutif de notre organisation : Valérie Laupies, avec qui ce fut un immense plaisir de travailler, en particulier sur les questions de l'école primaire (Valérie nous avait fait part, à la fin de l'été, de son souhait de ne plus assurer sa fonction de vice-présidente) ; Alain Dubreuil à qui Racine doit beaucoup — il fut d'abord notre responsable parisien et pour l'Ile-de-France, avant de devenir, en octobre 2015, notre secrétaire général —, et qui nous avait également informé de son souhait de ne plus assurer de responsabilité ; le professeur Gilles Lebreton, notre spécialiste enseignement supérieur, auquel notamment la partie dédiée de nos « 100 propositions » doit l'essentiel.

Nous fîmes ensemble, et avec d'autres plus anonymes, les acteurs d'une bien belle séquence, notre organisation ayant élaboré ce qui restera sans nul doute dans les mémoires comme le meilleur, et de loin, de tous les projets pour l'école de la Présidentielle 2017, au point qu'il fut largement plagié par d'autres. Et gageons que ceux d'entre vous qui y prirent part se souviendront longtemps de notre fierté et de notre enthousiasme partagés, lors de la réunion programmatique du 3 septembre 2016 et de la Convention présidentielle du 22 septembre suivant : elles furent l'une comme l'autre de grandes réussites.

Mais notre combat pour l'Ecole et l'Université ne saurait souffrir la moindre faiblesse, la moindre concession, ni a fortiori la moindre compromission à l'égard de ce qui nous dépossède de notre souveraineté. Car en matière scolaire aussi, l'enjeu est de souveraineté, tant les politiques qui ont conduit notre système d'instruction au désastre, politiques d'inspiration libérale-libertaire, pour reprendre cette formule, ont trouvé dans la logique euromondialiste le plus efficace des vecteurs.

De quoi d'ailleurs Blanquer est-il le nom ? Certes pas d'une nostalgie sincère pour l'excellence passée de notre Ecole, comme se sont pris à le croire naïvement les milieux conservateurs après que « Valeurs actuelles » leur en a fait l'article, ou comme se l'imaginent les dupes de la dictée quotidienne, son annonce en date d'hier — Vallaud-Belkacem avait fait exactement la même, sans traduction aucune dans les faits, bien sûr. Blanquer, sous une savante démagogie du bon sens, n'est en fait rien d'autre qu'un exécutif zélé des diktats conçus dans les sphères européennes et mondialistes : ce qu'il fut comme DGESCO sous Sarkozy, il continuera de l'être comme ministre, et sa réforme du Bac, répondant à l'exigence d'harmonisation, en sera l'une des illustrations patentes.

Notre intransigeance sur la souveraineté, c'est-à-dire sur la reprise en mains par le peuple français de son destin, est donc ici la condition d'une cohérence : c'est parce que les politiques scolaires, qu'elles soient conduites par Blanquer ou ses prédécesseurs, ne sont pas celles auxquelles aspire souverainement le peuple français, qu'elles ne vont pas dans le bon sens, qui est celui de l'intérêt de nos élèves, de nos enfants, et de la France.

Et c'est aussi pourquoi Racine qui était déjà patriote, est désormais, avec une majuscule, « Patriote » !

Alain Avello
Président de Racine





ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2017



DÉCLARATION DU NOUVEAU BUREAU NATIONAL DE RACINE (LES ENSEIGNANTS PATRIOTES)

Tourcoing (59), le 28 octobre 2017

Les enseignants patriotes de Racine se réunissaient à Tourcoing, en ces terres du Nord où ils célèbrèrent en 2015, les deux ans de l'association. Ce samedi 28 octobre 2017 se tenait leur Assemblée générale, à la fois extraordinaire et ordinaire.

La convocation de la première répondait au souhait de plusieurs adhérents d'apporter des modifications aux statuts de l'association. La seconde devait, entre autres fonctions statutaires, procéder à l'élection du nouveau bureau national.

Pour dresser le bilan de cette journée riche en échanges fructueux et en projets ambitieux pour l'avenir, il a été décidé ce qui suit, à la majorité des adhérents présents (« la qualité d'adhérent se [perdant] par [...] le non-paiement de la cotisation dans un délai de 12 mois après sa date d'exigibilité », article 7 des statuts en vigueur jusqu'au 27 octobre) :

1/ Le « Collectif Racine » change de nom pour ne conserver comme désignation que le seul vocable « Racine », auquel reste cependant adjoint le slogan originaire. La désignation de l'association est donc désormais : « Racine (les enseignants patriotes) ». Elle se dote également du nouveau logo reproduit ci-dessous :



2/ Le siège social de l'association est transféré de Nanterre à Nantes (Loire-Atlantique).

3/ L'association s'affranchit de tout lien avec le Rassemblement Bleu Marine (RBM), auquel elle était jusque-là associée.

Ces trois dispositions portent modification des statuts de l'association.

4/ Un nouveau bureau national est élu, lequel a procédé en son sein, comme prévu par les statuts, à l'attribution des fonctions suivantes :

- Alain AVELLO, président
- Daniel PHILIPPOT, vice-président
- Pierre MISCEVIC, vice-président
- Marc CHAPUIS, secrétaire général
- Stéphanie CONIGLIO, trésorière

5/ Le nouveau bureau national réaffirme la fonction politique de l'association – préparer la grande réforme qui permettra le redressement de l'École et de l'Université – et décide, à l'unanimité de ses membres, que cette fonction sera désormais remplie en coopération avec le mouvement Les Patriotes. Le bureau tient toutefois à préciser que Racine reste ouvert à tous ceux, quelles que soient leurs sensibilités politiques, qui le rejoignent sur ses principes fondateurs ou continuent de les partager.

LE COLLECTIF RACINE S'AFFRANCHIT DU FN Communiqué de presse d'Alain Avello,



Président de Racine – les enseignants patriotes, Référént national Les Patriotes à l'Ecole

Le Collectif Racine, organisation patriote réunissant des professionnels de l'enseignement, de l'éducation et de la formation, a été créé en 2013 dans le but de contribuer à la victoire de Marine Le Pen. Ainsi avons-nous, quatre années durant, construit un programme destiné à nourrir son projet présidentiel, car nous placions dans sa possible victoire nos espoirs de salut pour l'Ecole et l'Université.

Au vu du tournant pris par le Front National depuis les dernières élections — l'« euronéolibéralisme » supplantant le combat pour la souveraineté —, au vu de sa dérive identitaire et conservatrice ne pouvant qu'impliquer l'abandon de grandes causes qu'un parti de gouvernement ne saurait pourtant renoncer à défendre, notre organisation, réunie samedi en assemblée générale a décidé, dans le strict respect de ses statuts et de la législation sur les associations, de rompre ses liens avec le FN.

Plus résolue que jamais, elle n'en a pas moins décidé de poursuivre et d'amplifier son combat pour l'Ecole de la République. Sous la nouvelle appellation « **Racine – les enseignants patriotes** », elle coopérera désormais avec le mouvement Les Patriotes présidé par Florian Philippot, où se perpétuent les principes qu'elle a toujours défendus et demeurera ouverte, autre continuité, à quiconque adhère à ces principes, quelles que soient ses appartenances.

Tourcoing le 31 octobre 2017



La Gare de Tourcoing

LES RAISONS D'UN DÉPART



par **Daniel Philippot**
Conseiller Régional de
Nord-Pas-de-Calais-Picardie
Vice-Président de Racine

Nous nous sommes résolument engagés derrière Marine Le Pen qui voulait faire du Front National un parti authentiquement républicain, souverainiste et social. Un parti capable de faire gagner la France.

Avec une loyauté jamais démentie à l'égard de la présidente, plus qu'aucun autre, Florian Philippot a porté le « *marinisme* ». C'est cette concordance parfaite entre les convictions de Marine Le Pen et celles de Florian Philippot qui a permis de faire progresser le parti comme jamais auparavant.

Malgré les presque 11 millions de suffrages obtenus, le score de la présidentielle a été jugé insuffisant, voire décevant. Ont alors commencé les basses manœuvres d'un clan influent qui souhaitait depuis longtemps évincer Florian Philippot pour substituer à la ligne mariniste résolument moderne une ligne plus libérale, celle du passé, repliée sur des thématiques qui, pour importantes qu'elles soient (immigration, insécurité, islam radical) ne sauraient à elles seules constituer un projet de gouvernement et plus socialement réactionnaire que véritablement sociale.

Malgré des discours assurant que la ligne ne change pas, nous avons peu à peu constaté l'absence de réactions lorsque de nombreux cadres avancent des propos contraires au projet défendu avec vigueur durant la campagne présidentielle. Le parti tourne le dos à la dédramatisation voulue par Marine Le Pen. Certains le clament

ouvertement, parlant de "*piège à cons*", sans la moindre réaction de la présidente.

Le parti ne se donne plus les moyens d'accéder au pouvoir. Les positions sont de plus en plus floues ou inexistantes, comme sur l'Union Européenne par exemple, ce qui fait s'effondrer le programme en matière économique mais aussi en matière d'immigration car sans souveraineté nationale aucune politique de régulation de l'immigration n'est possible. Le parti a été inaudible sur le premier dossier important du nouveau gouvernement. Qui connaît sa position sur la loi travail ?

Entourée d'un clan passéiste de plus en plus influent, Marine Le Pen a consenti à se saisir d'un prétexte pour se séparer de Florian Philippot. Les réactions violemment injurieuses et insultantes de nombreux cadres après cette éviction témoignent du caractère très particulier de ce parti en train d'être rattrapé par ses vieux démons. Le parti est ravagé par des luttes de clan épuisantes aussi bien au niveau national que régional. Nous assistons à un retour au passé.

Indéfectiblement fidèles à nos convictions d'une France libre et souveraine, conservant son identité mais sachant aussi préserver son modèle social, nous observons que le Front National a commencé à ne plus les incarner. Nous pensons donc, à regret après tous ces combats, que le succès des idées patriotiques ne pourra pas se faire au Front National.

Aussi, sans aigreur ni animosité, avec une certaine tristesse, nous en tirons les conséquences en démissionnant du Front National.

Parce que nous croyons en l'avenir de la France, que nous avons envie d'offrir un avenir plus radieux aux Français, nous avons décidé de rejoindre l'association « **Les Patriotes** » présidée par Florian Philippot. Nous y constatons une énergie, l'arrivée de compétences, de jeunes motivés, et un projet cohérent et solide.

C'est avec Florian Philippot que nous continuerons de défendre et représenter nos électeurs.

C'est avec lui que nous maintiendrons la ligne sur laquelle nos électeurs nous ont accordé leur confiance.

Lille le 5 Novembre 2017

**Communiqué d'Alain Avello,
Président de Racine - les enseignants patriotes,
Conseiller régional des Pays de la Loire
Ex-membre Conseil stratégique Marine 2017,
Ex-Secrétaire départemental FN44**

21 septembre 2017

La décision annoncée ce matin par Florian Philippot de quitter le Front National referme la fenêtre qui s'était ouverte en 2011, avec l'accès de Marine Le Pen à la présidence du mouvement. Le Front devenait alors, non sans paradoxe certes, mais résolument, le seul parti populaire authentiquement républicain, souverainiste et social de l'échiquier politique. Ce pourquoi, je l'avais rejoint avec d'autres orphelins de la gauche patriote, dans l'enthousiasme de réaliser, dix ans après le Pôle Républicain, mais cette fois pour gagner et faire donc gagner la France, l'union des républicains et des patriotes « des deux rives », le grand rassemblement, par-delà la gauche et la droite, du peuple français.

Je conserve jusqu'à ce jour l'entière certitude de la concordance parfaite entre les convictions profondes de Marine Le Pen et celles que nous partageons avec Florian. Cette certitude a nourri le dévouement, dont j'ai témoigné par un travail sans relâche au service de notre cause commune. D'abord, et parce qu'un parti de gouvernement doit parler de tous les sujets, en cofondant et en présidant le premier collectif associé au Front, spécialiste des questions d'éducation, et auteur d'un grand projet de réforme ayant inspiré le Projet présidentiel de notre candidate — c'est à ce titre que, sur ces questions, j'eus l'honneur de porter sa parole au cours de la campagne. Ensuite, depuis décembre 2015, en tant qu'élu et vice-président du groupe Front National au Conseil régional des Pays de la Loire. Enfin, depuis décembre 2016, en dirigeant la fédération de Loire-Atlantique que j'ai menée à la bataille des présidentielles et des législatives.

Malgré leur étroite proximité politique, en dépit du fait que c'était Florian, plus qu'aucun autre, qui portait le « marinisme », et que c'est à lui, surtout, que revient le mérite de la progression électorale du mouvement au cours des dernières années, Marine Le Pen a consenti à se saisir d'un prétexte fabriqué de toutes pièces par ceux qui voulaient rompre avec Florian Philippot. Car, outre la loyauté jamais démentie de ce dernier à

son égard, l'association « Les Patriotes » avait pour fonction première de contribuer, à l'intérieur du Front National, à sa nécessaire refondation. C'était sans compter avec les manœuvres, toutefois prévisibles, d'un clan influent — Bay, Aliot, Bilde, Collard... — et prêt à tout pour substituer à la ligne mariniste, nationale-républicaine, souverainiste, sociale et résolument moderne, celle vers laquelle, à n'en pas douter, le Front évoluera désormais : plus libérale, et donc faible, sinon compromise à l'égard de l'euromondialisme, repliée sur des thématiques qui, pour importantes qu'elle soient, ne sauraient constituer à elles seules un projet crédible de gouvernement (insécurité, immigration, Islam) et plus socialement réactionnaire que véritablement sociale.

Avec tristesse, je me dis que Marine Le Pen ne peut pas ne pas savoir qu'allant à ce point à l'encontre de ce à quoi, j'en ai donc la certitude, elle est profondément attachée, ces évolutions prévisibles pourraient finir par la désigner elle aussi comme cible.

Indéfectiblement fidèle à mes convictions de toujours pour une France libre, souveraine et préservant son modèle social, et observant que le Front National a déjà commencé à ne plus vraiment les incarner, j'en tire donc, ce jour, les conséquences logiques en en démissionnant.

Et j'appelle à rejoindre massivement l'association « Les Patriotes » présidée par Florian Philippot, à laquelle j'ai personnellement adhéré dès l'origine.



CONFÉRENCE

A photograph of an audience seated in a conference room, viewed from behind, looking towards a wood-paneled wall with a door. The room has a drop ceiling with recessed lights and air vents. The audience is seated in rows of chairs with dark upholstery and silver frames. The wall is made of vertical wood panels, and a door with a circular window is visible in the background. The overall atmosphere is professional and focused.



DE TOURS

16 septembre 2017

ALLOCUTION INTRODUCTIVE : BILAN DE LA PRÉSIDENTIELLE



Président de Racine – les enseignants patriotes, Référént national Les Patriotes à l'École

Mesdames, Messieurs, chers amis,

Je suis ravi de vous retrouver ici, à Tours, pour notre événement de rentrée, et je tiens à vous remercier pour votre accueil en Indre-et-Loire, où nous lançâmes, il y a déjà trois ans, le 20 septembre 2014 précisément, l'une des premières sections départementales de Racine.

L'événement d'aujourd'hui s'intercale entre deux dates anniversaires qui sont des dates importantes pour notre organisation : d'abord, la Réunion programmatique du 3 septembre dernier, à laquelle un certain nombre d'entre vous participèrent, et au cours de laquelle nous avons finalisé nos « 100 propositions pour l'École et l'Université de demain » ; ensuite, la Convention présidentielle du 22 septembre qui marqua l'entrée de notre organisation dans la campagne. Dans le cadre de l'élection présidentielle, nous avons en effet eu pour mission non seulement d'élaborer le texte programmatique qui a fourni sa matière à la partie éducation du Projet, mais nous avons également porté la parole de la candidate sur les questions qui relèvent de notre domaine de compétences.

L'un des objets de notre événement d'aujourd'hui, et je vais débiter par là, est de dresser le bilan de cette campagne présidentielle. Il nous faut donc revenir sur la réception de nos « 100 propositions », et, sur la base de ce bilan, tirer les enseignements de ce qui a fonctionné ou, au contraire, n'a pas fonctionné. Nous devons en effet, et c'est la troisième dimension de l'événement d'aujourd'hui, tirer des leçons pour l'avenir et tracer des perspectives de développement. Je ne sais à ce propos ce qu'il en sera des autres collectifs, et notamment du Collectif Nouvelle écologie, dont le représentant local, Pascal Plaza, est présent parmi nous

aujourd'hui, et que je salue, mais il est évidemment hors de question pour Racine de s'arrêter là : Racine poursuivra bien sûr ses activités, au-delà de cette première phase, la relative déception suscitée par les résultats des deux derniers scrutins, particulièrement ceux des législatives, ne se traduisant de notre côté par aucun découragement. Même si les formes de notre engagement sont vouées à évoluer, même si nos coopérations sont elles aussi susceptibles de connaître des changements, il ne fait aucun doute, pour nous, que nous poursuivrons et amplifierons le combat !

En matière de bilan, je voudrais partir du paradoxe suivant : notre texte programmatique, les « 100 propositions pour l'École et l'Université de demain » constituaient, je le crois et je crois que nous en sommes tous ici persuadés, le meilleur, et de loin, des programmes éducatifs de cette présidentielle. Un indice, et c'est Marc [Chapuis] qui m'a signalé ce fait : nos propositions ont été très largement plagiées par un autre mouvement politique, jusqu'à constituer le projet éducatif de son candidat : Nicolas Dupont-Aignan (le fait est avéré, puisque des phrases entières sont reprises, et à la virgule près)... Mais, deuxième terme du paradoxe, malgré ce texte programmatique, dont nous pouvons très légitimement nous enorgueillir, nous n'avons pas été, c'est l'évidence, véritablement ou en tout cas suffisamment audibles. Et puisque, après le bilan, ce seront des perspectives à suivre que nous nous emploierons à tracer, nous devons bien sûr réfléchir sur les solutions à mettre en œuvre pour accéder à cette audience, qui nous a largement fait défaut.

Tout au long de la campagne présidentielle, nous nous sommes efforcés d'être au plus près de nos compatriotes : nous avons systématiquement et soigneusement répondu à l'ensemble des

questions posées à la candidate – et je remercie Marc [Chapuis] pour son énorme travail de réponse aux courriels qui lui étaient adressés – ; nous avons représenté la candidate à l'ensemble des événements auxquels on voulait bien nous convier ; et nous avons, autant qu'il nous était possible, tissé et cultivé des liens avec l'ensemble des organisations et des associations qui manifestaient leur adhésion ou leur intérêt à l'égard des perspectives programmatiques que nous avons tracées.

Voici, sans prétendre entrer dans une énumération exhaustive, les moments-clés de la campagne présidentielle telle que j'en fus acteur, en tant que conseiller éducation (membre du Conseil stratégique de la campagne) et président de notre organisation :

J'ai honoré l'invitation des Semaines sociales de France (association centenaire défendant la doctrine sociale de l'Eglise) pour sa session annuelle qui se tenait parc de la Villette, où j'ai pu, aux côtés de spécialistes éducation des autres candidats, et devant 3000 personnes, exposer nos perspectives, avant une passe d'arme avec Philippe Meirieu qui représentait EELV. J'ai également porté nos propositions devant le SGL (Syndicat Général des Lycéens) qui invitait les candidats à la présidentielle ou leurs représentants sur les questions d'éducation. Dans le même temps, je rencontrais diverses associations, avec lesquelles les échanges furent souvent fructueux, au nombre desquelles l'UGEI (Union des grandes écoles indépendantes), l'APEL (principale association de parents d'élèves de l'enseignement privé sous contrat), SOS Education qui m'a questionné dans le cadre de son « Grand oral » des candidats (ou de leurs représentants).

Plusieurs associations nous ont officiellement témoigné leur adhésion à nos propositions, quand, dans le même temps, nous n'étions pas invités aux événements organisés par d'autres, à la différence des représentants des autres candidats : par exemple, le Collectif Condorcet, qui se présente pourtant comme regroupant « des enseignants et des parents d'élèves qui refusent les réformes mettant à mal l'Education Nationale » ou, sans trop d'étonnement, la FCPE (principale association de parents d'élèves de l'enseignement public).

En termes de couverture médiatique, nous avons dû, dans la première période de la campagne du moins, nous contenter d'interviews comparatives mettant en regard nos propositions et celles portées par d'autres candidats : par exemple, le 3 février, Public Sénat nous interrogeait sur l'équilibre public/privé ; le 4, Le Figaro comparait nos positions sur l'autonomie des établissements avec celles des autres candidats (tous favorables, à notre différence, à plus

d'autonomie encore) ; Le Monde du 6 mars comparait quant à lui nos conceptions de la place revenant à l'enseignement privé hors contrat.

Je fis par ailleurs deux débats sur RFI : un premier intitulé « Election présidentielle : quelle Ecole dans les programmes des candidats ? », le 7 avril, et un second, pendant l'entre-deux-tours, contre François de Rugy.

Durant cette période, la couverture médiatique devint enfin plus intense : le 4 mai 2017 (lendemain du débat), j'étais l'invité du 5-7 de France Inter et le 5, j'intervenais brièvement dans le journal de France Culture sur la fonction assimilatrice de l'enseignement du français à l'Ecole primaire.

Enfin, suite à une interview de plus de 2 heures que j'accordai, dans une brasserie parisienne, à cinq journalistes spécialistes de l'éducation (Libération, Café pédagogique, AFP, Les Echos), nous eûmes droit à plusieurs papiers de la part de ces médias.

Cette énumération ne doit pas abuser : nos travaux et le projet que nous avons portés ont été largement entourés de silence. La campagne était en effet à ce point détournée par le « Pénélopegate » et autres fabrications spectaculaires, qu'elle était en proportion inverse propice au débat de fond. Sans doute également ne souhaite-t-on pas nous donner une audience qui solliciterait une écoute d'ampleur, du fait que nos propositions, le plus souvent de pur bon sens, sont partant populaires, au point de susciter largement l'adhésion. Et quand ce que nous disons se trouve relayé, c'est le plus souvent pour être détourné et perverti (à ce titre, l'article tiré par François Jarraud de notre entretien de deux heures constitue un cas d'école...).

Alors, « que faire ? » pour anticiper sur le titre de l'intervention que nous proposera tout à l'heure l'ami Marc [Chapuis], comment accéder à cette audience dont nous avons été largement privés à l'occasion de la dernière Présidentielle ?

Les enseignants patriotes réunis au sein de notre organisation mènent depuis près de quatre ans désormais un combat qui sera à terme, nous en sommes convaincus, gagnant. Ce combat se gagnera en approfondissant notre travail de fond, en poursuivant notre implantation, et en perfectionnant simultanément notre communication. Il passera peut-être aussi par de nouvelles formes d'engagement et par le renouvellement de nos coopérations.

16 septembre 2017

« **J.-M. Blanquer** reste, aux yeux des enseignants, celui qui a fait **appliquer la politique éducative sous le quinquennat de Sarkozy**, une période marquée par des **coupes budgétaires sévères** et un discours très dur à l'encontre des fonctionnaires. **80 000 postes d'enseignants supprimés entre 2008 et 2012....** »



par **Daniel Philippot**
Conseiller régional des Hauts-de-France
Vice-président de Racine

S'il est inconnu du grand public qui le considère comme un ministre venu de la société civile, Jean-Michel Blanquer est en réalité un homme du sérail qui n'a pas laissé que des bons souvenirs lors de ses différents passages dans le giron de l'Education nationale. Il a, entre autres qualités, celle de savoir présenter habilement des annonces souvent moins favorables qu'il ne le laisse entendre.

Le vrai / faux milliard de Jean-Michel Blanquer

"L'éducation nationale est un priorité. N'en doutez pas". Le 29 août, lors de sa conférence de presse de rentrée, Jean-Michel Blanquer a évoqué la rallonge budgétaire qu'il aurait exceptionnellement obtenue pour 2018. Une situation à faire mourir d'envie ses collègues ministres tous obligés de se serrer la ceinture en 2018. Jean-Marie Blanquer annonce une hausse de 1.2 milliard. Une indication à la fois vraie et fausse. Ou comment le ministre de la confiance

ne dit pas tout...

Une situation d'austérité

"On va passer au dessus de 70 milliards", annonce J.-M. Blanquer le 29 août. Il présente cette hausse du budget de l'éducation comme une exception remarquable obtenue d'un président de la République qui a mis l'éducation dans ses priorités. Celle-ci serait avec la Défense un deux ministères à voir leur budget augmenter en 2018.

C'est que pour 2018, le gouvernement a prévu 20 milliards d'économies pour ne pas dépasser 2.7% de déficit public et diminuer les prélèvements de plus de 10 milliards. Alors toute hausse budgétaire fait figure d'exception, celle de la Défense étant financée par des économies dans les autres ministères.

L'Elysée a volé au secours du ministre. J.-M. Blanquer avait promis de nombreuses dépenses (devoirs faits, postes des

dédoublings, prime de Rep+ etc.) dont on voyait mal comment il pourrait les financer.

Une hausse annoncée de 1,2 milliard

Le 29 août, le ministre avance un chiffre. "Sans les pensions on va passer de 49.3 à 50.5 milliards". D'où le chiffre repris par plusieurs médias : une hausse de 1,2 milliard du budget de l'Education nationale en 2018.

Cette hausse équivaut à ce que B. Hamon a obtenu pour le budget 2015. N Vallaud Belkacem n'obtient qu'une rallonge de 0,7 milliard pour le budget 2016. Mais elle arrache 2.5 milliards pour le budget 2017 le faisant dépasser déjà 70 milliards.

Avec sa hausse de 1,2 milliard, JM Blanquer serait un des ministres qui a obtenu une revalorisation sensible du budget de l'éducation.

A ramener de facto à 0,7 milliard...

Sauf que ce chiffre est à prendre avec précaution. En effet l'envergure du ministère de J.-M. Blanquer n'est pas la même que celle de B Hamon ou de N. Vallaud Belkacem.

Un décret du 25 mai a attribué à J.-M. Blanquer outre l'éducation nationale, la Jeunesse et la Vie associative. Deux domaines qui étaient regroupés avec le sport dans le précédent gouvernement. Et qui pesaient environ 500 millions en 2017. Ce qu'a confirmé l'entourage du ministre.

Il faut donc ajouter le coût de cet autre ministère au budget de l'Education nationale pour connaître l'évolution réelle de l'éducation nationale. Et ramener la rallonge de 1,2 à 0,7 milliard.

Pour le ministère de J.-M. Blanquer, le budget passerait en réalité de 70,7 milliards en 2017 à 71,4 en 2018. C'est un effort de 0,9% et une hausse budgétaire qui est la plus faible depuis 2013.

Le gestionnaire des coupes sombres sous Sarkozy

J.-M. Blanquer a également été « numéro 2 » sous la droite, entre 2009 et 2012,

au poste de directeur général de l'enseignement scolaire (Dgesco). Un « ministre bis » aux côtés de Luc Chatel, que l'on disait alors peu au fait des réalités scolaires.

J.-M. Blanquer reste, aux yeux des enseignants, celui qui a fait appliquer la politique éducative sous le quinquennat de Sarkozy, une période marquée par des coupes budgétaires sévères et un discours très dur à l'encontre des fonctionnaires. 80 000 postes d'enseignants supprimés entre 2008 et 2012.

Il est aussi l'inspirateur d'évaluations en maternelle qui avaient, à l'automne 2011, provoqué un véritable tollé.

Le projet de repérage des élèves présentant des "risques" pour les apprentissages dès la maternelle a été condamné par les syndicats d'enseignants.

Ce dispositif devait permettre aux enseignants de classer les élèves en trois catégories : "rien à signaler", "risque" et "haut risque".

Face au tollé des enseignants, syndicats et fédérations de parents d'élèves, J.-M. Blanquer avait alors répondu : "C'est un outil supplémentaire (...) qui ne sera pas obligatoire".

L'initiateur de propositions ubuesques

Après avoir été en 2006 directeur adjoint du cabinet du ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Gilles de Robien, J.-M. Blanquer est nommé en mars 2007 Recteur de l'académie de Créteil.

Sous son impulsion, en octobre 2009, l'académie de Créteil expérimente un système de rémunération pour mettre un terme à l'école buissonnière. La polémique fait rage.

Trois lycées professionnels sont concernés par ce nouveau dispositif. Au total 6 classes bénéficieront chacune d'une cagnotte d'au moins 2000 euros, qui sera financée par le Haut Commissaire à la Jeunesse. Et plus si l'assiduité suit...

En effet, selon l'assiduité des élèves, la tirelire gonflera de 1200 euros tous les deux mois.

Une somme à laquelle viendront s'ajouter les 800 euros d'une "note de vie de classe" satisfaisante. Si les élèves réalisent un parcours sans fautes, la mise pourra atteindre 10 000 euros à la fin de l'année. Dans tous les cas, les classes repartiront de toutes façons avec la cagnotte de départ, soit 2000 euros.

C'est une expérimentation "à la fois collective et responsabilisante", rappelle J.-M. Blanquer. Ainsi, la somme récoltée aidera les écoles à financer des projets de groupe onéreux comme des voyages de classes, des cours de code de la route, des créations d'associations ou d'entreprises, des actions sociales, des achats de matériels...

Ce qui est en jeu, c'est la présence de l'argent à l'école. Pour la FCPE (Fédération des Conseils de Parents d'Elèves des Ecoles Publiques), il ne s'agit ni d'une aide financière ni d'une allocation d'autonomie, mais plutôt d'une "perversion du sens de l'école et des objectifs de l'éducation nationale". "Payer pour obliger les élèves à aller en cours, c'est exonérer l'école de son travail d'intéresser les élèves", déclare Philippe Meirieu.

De son côté, Jean Michel Blanquer met plutôt en avant la volonté de responsabiliser les jeunes, en assurant que "la réalisation de projets qui les intéresse est conditionnée par leur présence et leur implication dans l'établissement", précise-t-il. Le recteur de l'Académie de Créteil se défend de favoriser les comportements consuméristes et individualistes. Au contraire, pour lui, il s'agit bien d'une action collective car "c'est la présence de tous qui contribue au succès de tous". C'est précisément ce qui effraie le chercheur en science de l'éducation. "Le côté collectif de la cagnotte, c'est un peu l'inverse de la punition collective, mais avec les mêmes risques d'effet de groupe, de règlements de compte", explique Philippe Meirieu. En effet, si un élève ne veut pas rentrer dans ce système, il pénalise le reste de sa classe, et, du coup, risque de subir des pressions.

Ces quelques exemples montrent qu'il convient de faire preuve d'une très grande vigilance lors de chacune des décisions que le ministre de l'Education sera amené à présenter.



Alain Avello et Daniel Philippot

« La politique de J.-M. Blanquer : entre effets d'annonce et réalité. »



par **Pierre Miscevic**
Professeur de chaire supérieure
Vice-président de Racine

La rentrée 2017 a été placée par le nouveau Ministre de l'Éducation nationale sous le signe de la « confiance » : mais peut-on faire **confiance** ministre ?

Il ne faut certes pas nier les bonnes orientations, les bonnes intentions affichées. Certaines, notamment s'agissant du collège, de l'enseignement des fondamentaux (tout récemment du « retour à la grammaire ») rejoignent nos propositions, dont on pourrait même penser que M. Blanquer les a lues attentivement.

Mais que constate-t-on **pour l'instant dans la réalité ?**

La grille horaire des collèges à la rentrée 2017 reste la même, comme on peut le voir sur le site du ministère. Lors de son discours de rentrée (29 août), M. Blanquer a parlé de « l'assouplissement de la Réforme », mais rien n'a véritablement changé, en particulier pour les

horaires de français (4h30 en 6e/5e/4e, 4h en 3e), matière dont le Président comme le Ministre affirment pourtant l'importance primordiale.

Rien de changé non plus pour le latin et le grec, dont J.-M. Blanquer parle beaucoup, au point même que ses détracteurs commencent à hausser le ton en rappelant que « le latin et le grec ne sont pas au centre du système scolaire ». Qu'en est-il en réalité ? Le ministre affirme leur caractère fondamental, réfute les termes de **désuet** ou d'**élitiste**. Il affirme même vouloir implanter ces enseignements dans « tous les endroits en difficulté » et fait de ces disciplines son cheval de bataille, ce qui ne peut que nous réjouir. Mais ce que l'on constate pour l'instant fait des langues anciennes un cas exemplaire de ce qui pourrait être une politique en trompe-l'œil.

Elles n'ont pas été rétablies dans la grille horaire, et ne sont toujours mentionnées

qu'en note, sous l'appellation vague et pudique de « langues et cultures de l'antiquité », parmi les enseignements facultatifs, que **les établissements qui le souhaitent peuvent proposer...** (de même que les classes bilangues). Aucune précision d'horaire n'est mentionnée (deux heures au plus dans les faits). Rien de plus flou, alors que le ministre laisse complaisamment dire qu'il a « rétabli l'enseignement des langues anciennes ». Il est vrai qu'il est allé jusqu'à rappeler de sa retraite bien méritée un Inspecteur général qui il y a une douzaine d'années s'était beaucoup occupé des langues anciennes. Cet Inspecteur général est chargé de « trouver les voies et les leviers pour développer l'enseignement des langues anciennes dans la France du XXI^e siècle ». S'il continue sur la voie qu'il avait prise dans les années 2005/2006, on a tout lieu d'être inquiet, et de penser que l'enseignement des ces deux langues disparaîtra définitivement sous un saupoudrage de « culture antique ».

Le sort réservé aux langues anciennes par J.-M. Blanquer est exemplaire aussi dans la mesure où il est pleinement associé à une autre notion-phare de sa politique : celle d'**autonomie**.

Le ministre envisage avec fierté de laisser 20% d'autonomie aux établissements d'enseignement secondaire. La liberté, dit-il, mène à plus de responsabilité et donc « à plus d'égalité ». Il part en guerre contre « l'uniformité ». Or ce qu'il appelle « liberté », c'est pour moi le **libéralisme** : ce qui n'a rien d'étonnant s'agissant d'un ministre de M. Macron. Il s'agit de laisser chaque établissement libre de choisir ses orientations, en fonction des caractéristiques locales, des options propres aux chefs d'établissement et sans doute des préférences des parents. Il est d'ailleurs intéressant de remarquer la proximité étroite d'un tel programme avec celui du candidat Fillon, que j'avais naguère analysé pour la Lettre du Collectif Racine... Quant à ce qu'il appelle « l'uniformité », c'est tout simplement le principe même de l'École de la République, la même pour

tous, avec un programme, un choix de disciplines et d'options identiques pour chaque jeune citoyen sur la totalité du territoire national.

Le risque est bien de voir reflourir un enseignement de langues anciennes (ou de classes bilangues) dans un certain nombre d'établissements correspondant à un certain profil, à une certaine localisation (en bref, de centre-ville). Tandis que d'autres seront censés, compte tenu de leur profil différent, avoir besoin d'autre chose : c'est là qu'apparaît le caractère contradictoire du discours de J.-M. Blanquer — d'un côté implanter l'enseignement du latin et du grec dans des établissements en difficulté (où il existait d'ailleurs, avant que les ministres précédents ne l'ait largement amputé), d'un autre laisser aux établissements le choix des enseignements facultatifs, selon leur souhait, leurs priorités et...leurs moyens horaires. Ce n'est pas à « plus d'égalité » que nous risquons de parvenir, mais à plus d'inégalité.

Ce que le ministre appelle « uniformité », c'est en fait l'égalité des chances (qu'il faut bien distinguer de l'égalitarisme prôné par les ministres qui se sont succédé depuis des décennies). Car laisser aux établissements une telle autonomie, en revenir à l'idée que les besoins et les choix ne peuvent être les mêmes dans le 5^e arrondissement de Paris et à Aubervilliers, que les mêmes programmes ne conviennent pas à tous, c'est affirmer sans en avoir l'air l'idée terrible d'une détermination sociale et locale. C'est laisser en friche un jeune esprit doué élève à La Courneuve, le priver d'une chance d'élévation sociale et spirituelle, en le privant d'un enseignement qu'il aurait pu avoir au lycée Henri IV s'il était né autrement et ailleurs.

Lutter contre les inégalités tout en donnant à chacun ce dont il a besoin serait tout autre chose. Ce serait conserver l'unicité des programmes et des options dans tous les établissements de France, tout en permettant, **à l'intérieur de chacun des établissements, à chaque élève de progresser selon ses possibilités, et sur la voie qui lui convient**

le mieux. C'est ainsi que les meilleurs des quartiers défavorisés pourraient aller au plus haut, tandis que les élèves en difficulté, où qu'ils se trouvent, pourraient être rattrapés. C'est ainsi que l'Ecole de la République pourrait retrouver sa mission.

Encore faudrait-il des professeurs bien formés et...bien payés pour cette tâche. Pas un mot sur la revalorisation des salaires des professeurs, desquels J.-M. Blanquer attend pourtant tout... Plus étonnant, pas un mot, pour l'instant, sur leur formation. L'ESPE, monstre né des pires fantasmes pédagogistes soutenus par les ministres socialistes, continuera-t-il à sévir ? Ou bien M. J.-M. Blanquer révisera-t-il à la hausse la formation scientifique des futurs professeurs ? Et comment, en particulier, mettra-t-il en œuvre le fameux renouveau des langues anciennes, à l'heure où l'on manque cruellement de professeurs et d'étudiants de latin et de grec et de candidats valables aux concours de recrutement en lettres classiques (aussi bien que modernes) ? Ce que l'on sait pour l'instant, c'est que des stagiaires récalés en juin dernier ont été rappelés à la rentrée par les rectorats pour être titularisés éventuellement, s'ils acceptaient de « boucher les trous »...

La rentrée des ESPE se fait dans la prudence et le flou idéologiques, mais on y entend toujours réciter le même bréviaire. En

anglais par exemple, selon le témoignage d'un professeur stagiaire agrégé, on entend toujours les formateurs proclamer la priorité du « ludique », les méfaits des « corrections interminables d'exercices », des « corrections humiliantes pour les élèves qui ne sauraient pas les faire » et ceux des « exercices de grammaire pure ». Et bien sûr, il est interdit d'énoncer des règles de grammaire, lesquelles doivent être « déduites au terme d'une réflexion que les élèves bâtissent en îlots ».

Les Trissotin chargés de transmettre la bonne et unique parole sévissent toujours. Si bien que les meilleurs parmi les stagiaires continuent de fuir l'Éducation nationale : ceux qui jadis auraient été des professeurs de premier ordre, aujourd'hui désignés comme des moutons noirs, préfèrent aller voir ailleurs pendant qu'il en est encore temps. Tout récemment par exemple, un jeune agrégé de grammaire que le rectorat, à l'issue de son année de stage, avait hésité à titulariser, s'est vu proposer une place de... contractuel. Le jeune homme a envoyé sa lettre de démission dans l'heure. Voilà comment on décourage les vocations...et comment on réforme le cheptel des professeurs de lettres classiques.

Confiance ? Il nous faudra beaucoup plus de changements tangibles pour vous accorder la nôtre, M. le Ministre !

EVENEMENT DE RENTREE DU COLLECTIF RACINE - CONFERENCE DEBAT

Programme

- La réception des propositions de Racine et du projet éducation de Marine Le Pen lors de l'élection présidentielle
- Jean-Michel Blanquer : derrière le mirage racinien, l'inéluctable impasse...
- Des enseignants patriotes discriminés ?
- Témoignages : retenues sur salaire, inspections à charge, procédures de licenciement
- Demain, l'avenir... Plus que jamais construire un projet patriote pour l'École et pour l'Université !

Novotel Tours Centre Gare
15, rue Edouard Vaillant
37000 Tours

Samedi
16
septembre
à partir de 14h

Entrée libre sous condition d'inscription
inscriptions : 06 65 98 47 44
ou contact@collectifracine.fr

COLLECTIF RACINE - LES ENSEIGNANTS PATRIOTES



« Après l'élection présidentielle... Que faire? .»



par **Marc Chapuis**
Professeur de classes préparatoire (er)
Secrétaire-général de Racine

Chers amis, cette rentrée intervient dans un contexte politique difficile pour nous, et nous pourrions tous être tentés de nous replier sur nos préoccupations quotidiennes en attendant la prochaine élection présidentielle en 2022.

Pourtant, ce serait une erreur de nous endormir, pour deux raisons :

-D'abord, la présidence Macron ne sera probablement pas un long fleuve tranquille.

En effet, il est tout à fait possible, et je crois même probable, qu'une crise financière comme nous en avons connu depuis 2007 finisse par provoquer l'éclatement de la zone euro avant la fin du quinquennat.

Dans cette hypothèse, Mr Macron pourrait être amené à mettre fin à ses fonctions plus tôt que prévu, et nous devons donc être prêts à présenter un projet alternatif dans tous les domaines, donc notamment pour l'Ecole et pour l'Université.

- La deuxième raison de ne pas nous endormir, c'est qu'il nous faut convaincre une majorité de Français de notre capacité, non seulement à gérer - ou plutôt à redresser - le système éducatif, mais aussi à contribuer à la cohésion nationale et à la lutte contre le chômage.

Tout cela constitue un vaste programme qui nécessite d'élaborer un projet plus structuré et plus détaillé que nos propositions actuelles. En particulier, il faudra établir un calendrier de mise en oeuvre et un chiffrage des coûts financiers.

En résumé, nous devons nous préparer à exercer les responsabilités gouvernementales dans le domaine de l'Ecole et de l'Université, et pour exercer ces responsabilités, il faudra d'abord convaincre les Français que nous en sommes capables en présentant un projet structuré et lisible.

Alors, pour atteindre ces deux objectifs: nous préparer et convaincre, que devons-nous faire?

«À chaque fois que cela est possible sans mettre en danger les lanceurs d'alerte, il faut témoigner sur notre site ou bien dans la Lettre»

Bien sûr, il ne faudra pas cesser d'apporter notre témoignage sur l'état dans lequel se trouvent l'Ecole et l'Université, mais aussi sur des faits comme ceux qui ont été évoqués tout à l'heure, car ils sont révélateurs des menaces qui pèsent de plus en plus sur le pluralisme des opinions, et donc sur la liberté.

A ce propos, je voudrais dire un mot sur la propagande qui se développe dans les établissements scolaires, soit du fait d'associations prétendument éducatives, soit directement du fait d'enseignants soutenus et même encouragés par la hiérarchie.

En particulier, pendant la campagne présidentielle, nous avons reçu un nombre significatif de témoignages de parents scandalisés par la propagande à laquelle sont soumis leurs enfants.

Jules Ferry doit se retourner dans sa tombe, lui qui écrivait aux instituteurs en 1883: "Demandez-vous si un père de famille, je dis un seul, présent à votre classe et vous écoutant, pourrait de bonne foi refuser son assentiment à ce qu'il vous entendrait dire. Si oui, abstenez-vous de le dire."

Alors, à chaque fois que cela est possible sans mettre en danger les lanceurs d'alerte, il faut témoigner sur notre site ou bien dans la "Lettre du Collectif".

Par exemple, en février dernier nous avons publié un article sur le site du Collectif de Gironde concernant les interventions en milieu scolaire d'une association nommée "Femmes solidaires".

Je vous cite un extrait de la prose de cette association: "le Front national arrive en tête dans notre pays. Femmes solidaires s'oppose à la propagation des

idées racistes, xénophobes, antisémites, homophobes", etc...

Malheureusement, lorsque nous publions un article, il y en a plusieurs que nous ne pouvons pas publier, car cela mettrait en danger les collègues qui nous font remonter les informations.

«Notre tâche principale est d'élaborer un projet de gouvernement dans le domaine de l'Ecole et de l'Université qui s'inscrive dans un projet global de redressement de notre pays. Ce projet pour l'Ecole doit aller au delà de nos 100 propositions»

Ces témoignages quotidiens sur le fonctionnement du "système éducatif" - ou plutôt sur ses dysfonctionnements - sont utiles et nécessaires. Mais comme je le disais tout à l'heure notre tâche principale est d'élaborer un projet de gouvernement dans le domaine de l'Ecole et de l'Université qui s'inscrive dans un projet global de redressement de notre pays.

Ce projet pour l'Ecole doit aller au delà de nos 100 propositions et aboutir à un ensemble cohérent de mesures destinées à être traduites en actes législatifs et réglementaires, mais aussi dans les programmes scolaires de certaines disciplines.

Il doit être structuré, bien sûr, par filières d'enseignement, mais aussi et surtout par thèmes.

Il y a en particulier 2 grands thèmes qui nous différencient fortement de ceux que met en musique Mr Blanquer sur des paroles de Mr Macron: "Il n'y a d'ailleurs pas une culture française". Eh bien si!

«Il faut donner à nos enfants la conscience qu'être Français, c'est s'inscrire dans une culture millénaire qui a produit, au terme d'un processus douloureux, les valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité - et j'ajouterai de laïcité avec la loi de 1905 -»

Le premier de ces thèmes c'est l'identité nationale. En termes scolaires cela signifie qu'il faut donner à nos enfants la conscience qu'être Français, c'est s'inscrire dans une culture millénaire qui a produit, au terme d'un processus douloureux, les valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité et j'ajouterai de laïcité avec la loi de 1905.

Aujourd'hui, la première de ces valeurs - la liberté - est menacée, non seulement par le fondamentalisme islamiste mais aussi par une sorte de religion moralisatrice, une dictature de la bien-pensance, avec ses grands prêtres de la morale, ses excommunications et ses rituels de repentance.

J'entends encore Mr Macron ajouter: "Il y a une culture en France; elle est diverse; elle est multiple..." Eh bien non, MrMacron!

Imposer un prétendu "multiculturalisme" aux indigènes français, c'est ouvrir grande la porte à des idéologies qui nient les notions même de liberté et de laïcité.

Ce thème de l'identité nationale peut se traduire dans la pratique scolaire par plusieurs moyens, notamment dans les programmes d'Histoire. Il faut enseigner l'histoire de la France, et non pas celle des "communautés" qui résident en France en 2017. Et cette histoire de France

parle: elle parle à l'Europe et elle parle au reste du monde. Que les adeptes de l'"ouverture" se rassurent: il faut aussi parler des autres civilisations, ne serait-ce que pour comprendre ce qu'est la nôtre.

«...bâtir un système d'enseignement professionnel très ambitieux afin de permettre la réindustrialisation et le retour au plein-emploi».

Le second thème qui nous différencie du macronisme ambiant, c'est celui de la réindustrialisation. Alors, disons-le tout de suite, il ne s'agit pas de rouvrir les mines de charbon, mais la France ne pourra pas conserver un minimum d'indépendance sans relocaliser certaines industries sur son territoire. D'autre part, notre économie est trop basée sur les services et pas assez sur l'industrie, ce qui aboutit à un déséquilibre structurel de la balance commerciale et à un taux de chômage insupportable. Si l'on regarde bien le fameux "modèle allemand", il est basé sur des positions industrielles très fortes par exemple en mécanique. Ces positions permettent aux Allemands de développer des activités induites, par exemple dans les services, mais la locomotive c'est l'industrie. Il ne s'agit pas de copier en tout point le modèle allemand, mais pour amorcer la pompe de la reprise industrielle, il faudra permettre aux PME-PMI de se développer et de devenir des ETI (Entreprises de Taille Intermédiaire), puis de grandes entreprises pour certaines.

Par conséquent, une de nos préoccupations principales doit être de bâtir un système d'enseignement professionnel très ambitieux afin de permettre la réindustrialisation et le retour au plein-emploi.

La reconstruction de notre industrie par la base des PME-PMI doit être une opportunité pour que les jeunes, particulièrement ceux des milieux défavorisés, puissent s'intégrer dans la société et progresser dans l'échelle sociale. La véritable égalité c'est cela, et c'est ce qu'ont raté les idéologues de l'égalitarisme qui sévissent depuis bientôt 50 ans.

Nous devons proposer aux jeunes une filière professionnelle qui soit à l'opposé de ce qu'elle est actuellement, c'est à dire une filière de relégation sociale. Mais nous avons aussi besoin d'affirmer ou de préciser nos positions sur bien d'autres thèmes importants.

Enfin, nous aurons probablement un jour à harmoniser nos propositions sur l'Ecole avec celles d'autres formations politiques dans le cadre d'alliances, et c'est une raison de plus pour nous mettre au travail suffisamment tôt.

Maintenant, comment pourrions-nous définir une procédure permettant d'élaborer et de faire connaître aux Français ce projet pour l'Ecole et pour l'Université?

«..création de "Grandes Ecoles des Métiers" et de classes prépas dites "prépas GEM" qui constitueraient une voie de promotion sociale et en même temps un vivier de cadres et de chefs d'entreprises, notamment dans les ETI.»

Pour des raisons pratiques, je propose de nous organiser sur une base départementale en constituant dans chaque section départementale plusieurs groupes de travail

par thème. L'objectif de chaque groupe de travail serait de produire un document de synthèse destiné à la présidence du Collectif. J'ai expérimenté ce mode de fonctionnement en Gironde dans le but de fournir des éléments pour les débats de la présidentielle, et nous avons produit 5 documents de synthèse qui ont été transmis au niveau national. Pour élaborer ces documents, j'ai d'abord organisé une réunion destinée à recueillir les propositions des adhérents, et deux thèmes se sont imposés: "l'autorité" et "les rythmes scolaires". Sur le premier thème, nous étions 5 et nous avons tenu 3 réunions de 2 ou 3 heures chacune. Assez rapidement, le thème "autorité" a été rebaptisé "Comment établir un climat de travail serein dans les établissements secondaires?", ce qui donne une approche plus globale et plus riche. En présentant les propositions de façon très structurée, cela nous a permis d'identifier quelques lacunes et de formuler des propositions nouvelles.

Sur le second thème, c'est à dire les rythmes scolaires en primaire, nous n'avons pas pu aboutir à un consensus, donc nous avons présenté un projet avec une alternative. Pour permettre de trancher, j'ai transmis ce projet à plusieurs secrétaires départementaux (notamment à Jean-Guy), et il semble qu'un consensus devrait se dégager, mais au niveau national.

Le troisième thème consistait à préciser les raisons et les modalités du retour au baccalauréat professionnel en 4 ans et du rapprochement des filières technologiques et professionnelles. Personnellement, c'est le travail qui m'a paru le plus prometteur, car il pourrait constituer le point de départ d'une réflexion plus complète sur l'enseignement professionnel. C'a été l'occasion d'une collaboration fructueuse avec la section de Haute Garonne, et la synthèse a été élaborée avec Gilbert Dombes, son secrétaire départemental.

Le quatrième thème, lié au précédent, consistait à étudier les modalités de création de "Grandes Ecoles des Métiers" et de classes prépas dites "prépas GEM" qui constitueraient une voie de promotion sociale et en même temps un vivier de cadres et de chefs d'entreprises, notamment dans les ETI.

Enfin, nous avons constitué un petit groupe de travail de 3 personnes sur l'enseignement de la musique, car nous avons la chance d'avoir des gens compétents en Gironde dans ce domaine.

Voilà, cette énumération peut paraître un peu longue, mais elle donne une image concrète de ce que nous pourrions réaliser à l'échelle de chaque section départementale.

Le problème important, c'est bien sûr celui de la coordination.

Le secrétaire départemental a un rôle charnière à tous les stades.

D'abord il doit définir les thèmes à traiter en fonction d'une part des compétences locales, d'autre part de l'ensemble du projet pour l'Ecole.

Ensuite, il me paraît nécessaire qu'il soit présent à toutes les réunions, qu'il en assure le pilotage, et qu'il élabore à chaque étape des documents provisoires qui serviront de base de travail pour la réunion suivante.

Enfin, ce sera à lui de représenter sa section départementale dans les réunions de coordination au niveau national.

Je propose, si vous êtes d'accord, que nous mettions en place un système permettant la communication des documents de synthèse à tous les responsables départementaux. Bien entendu, ces documents sont des documents de travail et ne doivent pas être diffusés hors du Collectif.

Je ne verrais pas d'objection à ce que 2 sections départementales travaillent sur le même thème, soit séparément avec une harmonisation ultérieure au niveau national, soit de manière coordonnée comme nous l'avons fait avec nos amis toulousains.

A mon avis, le mode de fonctionnement doit rester souple et n'exclut pas la création de groupes de travail au niveau régional ou national, à l'initiative des coordinateurs régionaux ou du président.

«Il y a enfin un point qui me paraît essentiel, c'est le mode de diffusion de notre projet...Il faudra que nous contournions les médias, et le seul moyen de le faire efficacement, c'est de rendre notre projet très lisible et très facilement accessible au public»

Il y a enfin un point qui me paraît essentiel, c'est le mode de diffusion de notre projet. La campagne présidentielle a montré qu'il ne fallait pas compter sur les médias, et quand je dis cela c'est un euphémisme.

Il faudra donc que nous contournions les médias, et le seul moyen de le faire efficacement, c'est de rendre notre projet très lisible et très facilement accessible au public, donc qu'il figure en gros sur la page d'accueil de notre site, mais aussi sur la page d'accueil du site de campagne et sur celle du site de notre mouvement.

Pour que chacun trouve facilement ce qui l'intéresse, nous pourrions présenter un texte de synthèse assez court à partir duquel on accéderait à des dossiers et à des sous-dossiers plus détaillés par thème, mais aussi par filière et par niveau, dans une structure en arborescence.

En conclusion, nous avons du pain sur la planche. Le redressement de l'Ecole et de l'Université constitue un élément essentiel pour le sauvetage de notre pays dont l'unité et l'existence même en tant que nation libre sont menacées, et c'est maintenant qu'il faut s'y atteler, quelques soient les incertitudes du moment.

Nous nous adressons à tous ceux qui partagent nos convictions, qu'ils soient professeurs d'université, instituteurs, professeurs du secondaire, mais aussi agents, contractuels, précaires ou simplement parents d'élèves.

A tous, nous garantissons l'anonymat le plus strict. Par exemple, les réunions de nos groupes de travail se tiendront dans des lieux privés.

Je rappelle aussi qu'il n'est pas nécessaire d'être membre du Front national pour adhérer au Collectif, et que le montant des cotisations est libre pour les non-enseignants.

Voilà, merci pour votre attention et pour vos remarques ou vos questions.

Allocution de conclusion d'Alain Avello,



Président de Racine - les enseignants patriotes, Référént national Les Patriotes à l'Ecole

Comme vous l'avez noté, le mot d'ordre de cette première rentrée, sous l'égide de Jean-Michel Blanquer, est « l'Ecole de la confiance ». Eh bien je crois, même s'il y a fort à parier que les regards vont se dessiller d'eux-mêmes, qu'il faut vous mettre en garde. On peut en effet être à peu près certain qu'il n'y a strictement rien à attendre de bon de ce ministre.

Soulignons tout d'abord que ce slogan « l'Ecole de la confiance » est choisi par un homme qui est tout sauf neuf, Daniel [Philipot] l'a rappelé. N'oublions pas en outre qu'il s'agit du slogan choisi par le ministre d'un gouvernement qui est la pure synthèse UMPS, l'en-marchisme ou le macronisme n'étant rien d'autre que le subterfuge trouvé par ce vieux système pour se maintenir. Ne négligeons pas enfin qu'il s'applique à une Ecole dont les multiples dysfonctionnements sont d'une telle ampleur que, non, la confiance n'est nullement, hélas, de mise, et qu'il faudra un changement radical de politique scolaire pour prétendre la rétablir.

Ce slogan, « l'Ecole de la confiance », je le trouve pour ma part tout sauf rassurant ! Constitue-t-il un appel à nous laisser endormir par de belles déclarations, consistant au demeurant dans la reprise confinante à l'imposture de ce que nous-mêmes nous disons, en adéquation, du reste, avec les aspirations profondes d'une majorité de Français ? On perçoit tout de même fort nettement la stratégie démagogique...

Aussi, et j'en prends le pari, tout cela restera au stade de belles déclarations, et je vais désigner les principales raisons pour lesquelles ces belles paroles ne trouveront très probablement aucune traduction notoire dans la réalité. On le

verra, il ne saurait donc être question d'accorder à Jean-Michel Blanquer aucun blanc-seing, ni de lui faire aucune « confiance », tant ce à quoi il faut s'attendre, c'est au contraire à ce que Jean-Michel Blanquer perpétue peu ou prou la politique scolaire qui a été menée depuis 40 ans et qui a conduit notre Ecole dans la situation dans laquelle se trouve.

D'une part, le nouveau ministre demeurera à la merci des lobbies syndicaux et continuera à plus ou moins cogérer ce ministère avec les « pédagogistes » de tous poils qui hantent les couloirs de la rue de Grenelle et verrouillent l'administration centrale. Faisons ici un bref rappel historique : nous l'avons toujours dit avec insistance, d'autant que beaucoup de choses dépendent de cela, nous restaurerons la méthode syllabique d'apprentissage de la lecture à l'exclusive de toute autre... sur ce sujet majeur, il existe un précédent historique : Gilles de Robien avait déclaré lui aussi, en 2005, comme le fait aujourd'hui Jean-Michel Blanquer, qu'il imposerait la seule méthode syllabique, ce qui n'avait jamais trouvé la moindre traduction dans les faits. Pourquoi ? Il faut comprendre comment fonctionne un ministère. Je ne l'ai jamais relaté, mais vous vous doutez que dans la perspective où nous pourrions parvenir aux responsabilités, nous avons préparé la prise en main des ministères. C'est dans cette perspective que j'ai rencontré, un après-midi, dans une brasserie parisienne, l'un des membres des Horaces, le groupe des hauts fonctionnaires, qui fut membre du cabinet d'un ministre de l'Education nationale et connaît parfaitement, de ce fait, les rouages de la rue de Grenelle. Nous avons notamment consacré un moment à analyser les raisons pour lesquelles

l'intention de Gilles de Robien concernant la méthode d'apprentissage de la lecture n'avait donc trouvé aucune traduction dans les faits, et il m'a appris que le cabinet du ministre, qui est très souvent pléthorique, passe son temps en quelques sortes à occuper, voire à divertir le ministre, en détournant son attention vers des choses souvent inessentiels, quand, dans le même temps, ceux qui prennent les mesures qui, elles, sont bel et bien suivies d'effets, ou au contraire en édulcorent ou en freinent d'autres, quand bien même ont-elles été annoncées par le ministre lui-même, ce sont les directeurs de l'administration centrale... De sorte que les déclarations d'un ministre, si elles ne s'accompagnent pas de la ferme volonté d'une reprise en main de l'administration centrale, ont tout lieu de demeurer lettre morte.

D'autre part, et c'est un point majeur que conférence après conférence je souligne, il est impératif, comme nous en sommes tous absolument convaincus ici, de recouvrer les différents pans de notre souveraineté : souveraineté monétaire, économique, législative, territoriale, etc. Eh bien, il ne faut pas négliger que le problème est rigoureusement identique en ce qui concerne la souveraineté de nos politiques scolaires. En effet, en cette matière aussi, sommes-nous tout autant inféodés à un certain nombre de directives de l'UE, directives réitérées, parce que la tristement célèbre « Stratégie de Lisbonne », cela remonte déjà à l'an 2000, mais les orientations de ces directives ont sans cesse été réaffirmées depuis, notamment par la « Stratégie Europe 2020 ». Ce sont donc ces directives perpétuées qui orientent, inspirent et guident les réformes que les ministres successifs ont servilement mises en œuvre. Et comme l'actuel ministre, chacun en est ici convaincu, ne s'affranchira évidemment pas de ces directives et continuera donc à les suivre et à les appliquer, se perpétueront la logique du « marché de la connaissance », en lieu et place de la transmission du savoir, et tout particulièrement du savoir humaniste, le moins-disant en termes d'instruction instauré par le « socle commun de connaissances et de compétences », désignation toute orwellienne, puisque ce socle représente l'exact inverse de la transmission des savoirs fondamentaux, et l'application du modèle managérial appliqué aux établissements scolaires, en accroissant encore leurs marges d'autonomie. Ces diktats européistes, dont une fois encore le ministre actuel ne s'affranchira évidemment pas, ne peuvent bien sûr qu'inhiber le moindre volontarisme en matière de réforme et relèguent

bien sûr toute déclaration de bon sens au rang de vœu pieux.

Dans ce contexte, comment pourrions-nous faire confiance, puisque le mot d'ordre est donc « l'Ecole de la confiance » ? Nous ferons au contraire preuve d'une vigilance extrême face à une situation qui se profile, et qui s'annonce comme beaucoup plus retorse que celle que nous avons connue avec la ministre précédente, laquelle, loin d'avancer masquée, était pétrie d'idéologie dans ce qu'elle a de plus massif, ce qui la rendait bien moins inattendue.

Notre vigilance par rapport à Jean-Michel Blanquer sera donc totale, car nous ne lui faisons aucune confiance !

La confiance que les Français doivent pouvoir placer dans leur Ecole ne reviendra en réalité qu'à la condition du Grand plan de sauvetage et de redressement dont elle a tant besoin, et à la préparation duquel nous avons œuvré et continuerons d'œuvrer d'arrache-pied.

L'Ecole ne redeviendra « l'Ecole de la confiance » que lorsqu'elle sera à nouveau l'Ecole de l'égalité, de l'égalité républicaine qui est l'exact contraire de l'égalitarisme, de cette égalité que porte si haut l'idéal républicain, et dont Pierre [Miscevic] a si excellemment parlé.

L'Ecole ne sera « l'Ecole de la confiance » que lorsqu'elle sera l'Ecole de la réalisation de soi pour chaque élève, ce qui suppose effectivement une claire différenciation des voies, une pratique systématisée et toujours positive de l'orientation, notamment vers la voie professionnelle, dût-elle être précoce, lorsque les appétences et compétences des adolescents sont manifestes, et cela sur fond d'une revalorisation véritable de l'ensemble de la voie professionnelle qui ne doit plus, comme l'a dit Marc [Chapuis], demeurer une filière où est vif le sentiment de la relégation sociale. Car, il faut que l'Ecole soit le lieu de la fierté, de la fierté individuelle d'abord, mais aussi, car en préparant l'avenir individuel des enfants et des jeunes que la nation lui confie, elle a vocation à assurer tout autant l'avenir collectif de la nation, il faut qu'elle nourrisse la fierté nationale

L'Ecole ne sera « l'Ecole de la confiance » que lorsqu'elle sera l'Ecole de l'assimilation républicaine : c'est l'une de ses fonctions majeures qu'elle a bien bel et bien cessé de remplir, comme on l'a perçu, et de la façon la plus désespérante, à la défaveur des attentats terroristes qui ont frappé notre pays, et dont un certain nombre d'auteurs étaient passés par l'Ecole de la République. Notre

Ecole a au contraire vocation à assimiler tous les enfants de France, quelle que soit leur origine, à la seule communauté qui vaille, c'est-à-dire à la nation !

L'Ecole ne sera « l'Ecole de la confiance » que lorsqu'elle sera redevenue l'Ecole de la sérénité, c'est-à-dire une Ecole qui aura banni la culture de l'excuse permanente, et qui aura restauré la pleine autorité des maîtres, en replaçant en son centre la transmission du savoir, car la véritable autorité est celle qui découle du respect naturel que doivent inspirer les maîtres, et ce respect découle du véritable accomplissement par ceux-ci de la mission qui est la leur, et qui est celle de transmettre le savoir.

Et ce n'est certes pas comme s'y dispose au fond Blanquer, créant l'illusion par ses belles déclarations faussement volontaristes, en renonçant a priori à la réforme d'ensemble et radicale dont notre système scolaire a un si urgent besoin au profit d'une valorisation des « initiatives locales », ce qui était d'ailleurs, au cours de la campagne, la perspective très clairement affirmée

par les différents interlocuteurs en charge de représenter Macron sur les questions scolaires, que j'ai pu rencontrer notamment sur les plateaux, ce n'est certes pas en refusant le principe de la Grande réforme, dût-elle venir « d'en haut » que l'Ecole pourra retrouver la voie de l'égalité, de la sérénité, de l'autorité, de la transmission et de la fierté !

En réalité seule une politique impulsée et animée par une volonté politique sans faille permettra, en appliquant les bonnes solutions qui le plus souvent sont de simple bon sens, que l'Ecole redevienne tout cela !

Voilà donc, tout ce à qui nourrit notre engagement et notre travail qui consiste à préparer cette grande Réforme. Et c'est pourquoi les « 100 propositions pour l'Ecole et l'Université de demain » sont dorénavant un point de départ pour tout le travail qu'il nous reste à mener et à accomplir, pour le travail de fond qu'il nous appartient de continuer à conduire en vue de sauver l'institution scolaire à laquelle nous tenons tant.



Le racisme (à peine inversé) de SUD Education

Communiqué de presse d'Alain Avello



Président de Racine – les enseignants patriotes
Référent national à l'École – Les Patriotes

L'assurance prévaut en certains milieux de détenir le monopole du bien, du juste et du vrai. Ainsi est-ce sans doute précisément au titre du bien, du juste et du vrai que le syndicat SUD Education n'a depuis longtemps de cesse de fouler aux pieds l'exigence de neutralité qui devrait s'imposer à tous dans l'enceinte des établissements scolaires, en prétendant y combattre telle ou telle opinion, ce que certains de ses adhérents prétendent faire jusque dans les salles de cours, devant élèves.

Nous avons déjà dénoncé le détournement du droit à formation syndicale dont cette organisation est coutumière : elle propose sur argent public — au titre de ce droit — des stages clairement politisés, et assumés comme tels. Un palier supplémentaire vient d'être franchi par sa section de Seine-Saint-Denis qui organise les 18 et 19 décembre prochains une « formation » dans le programme duquel il est question d'« enseignants racisés » et d'« atelier en non-mixité », c'est-à-dire séparant les « enseignants blancs » (sic) des autres !

Sans réserve, nous joignons notre voix indignée à celle de Jean-Michel Blanquer. Oui, Monsieur le ministre, ce projet de « formation » est « inconstitutionnel » et « inacceptable » ! Mais la « fermeté » que vous affichez doit vous conduire à prendre les mesures qui s'imposent : SUD Education est une organisation politique qui non seulement ne respecte pas les principes de notre République, mais les menace gravement, nous l'avons souvent dit. Ce pseudo-syndicat doit partant être mis au ban de nos Ecoles !

Nantes le 31 octobre 2017



**Les médias russes manifestent de l'intérêt pour
notre réaffirmation des principes de la
République :**

Допустимо ли вешать табличку "вход белым воспрещен", пусть и временно? Правые и крайне правые во Франции приняли в штыки новый поворот в борьбе с дискриминацией. "В основе своей эта практика "семинаров на основе смешения рас" представляет собой форму расизма, пусть и расизма наоборот. Происходящее глубоко шокирует меня как гражданина республики, ведь наш образ правления не позволяет проводить различия по расовому признаку!" — заявил РИА Новости Алэн Авелло, глава ассоциации работников образования, поддерживающих правую ассоциацию "Патриоты" Флориана Филиппо.

Авелло и его коллеги-преподаватели "присоединяются к возмущению министра образования". "Эти "семинары" неконституционны и неприемлемы, все верно, господин министр! Но твердость, о которой вы говорите, требует большего: отделение профсоюза SUD, который ответственен за мероприятие и не уважает принципы нашей республики, он должен быть выставлен за пределы наших школ", — говорится в совместном заявлении группы преподавателей во главе с Авелло, известной как ассоциация "Корни".

Traduction :

«Ce qui se passe et profondément choquant pour le le républicain que je suis, la République ne faisant entre ces citoyens aucune destruction basée sur la «race» que a déclaré RIA Novosti Alain Avello, chef de l'association des enseignants liés au mouvement les patriotes de Florian Philippot.

Avello et ses collègues enseignants «se joignent à l'indignation du ministre de l'Éducation». «Oui Monsieur le Ministre, ces "ateliers" sont inconstitutionnels et inacceptables. Mais la "fermeté" que vous affichez doit vous conduire en prendre les mesures qui s'imposent : SUD Education est une organisation politique qui non seulement ne respecte pas les principes de notre république mais les menace gravement. Ce pseudo syndicat doit partant être mis au ban de nos écoles!» a déclaré dans une déclaration commune le groupe d'enseignants dirigé par Avello connu sous le nom de l'association «Racine».

Source : <https://ria.ru/world/20171129/1509771165.html>

PLAN ÉTUDIANTS :
ATTENTION AUX TROMPE-L'OEIL
Communiqué de presse de Florian Philippot,



Député français au Parlement européen,
Président des Patriotes

Les annonces du gouvernement hier matin sur la réforme de l'accès à l'enseignement supérieur relèvent plus de la pensée magique que de la politique. Si certaines intentions sont louables, la mise en pratique risque d'aggraver certaines difficultés.

Première forme de pensée magique : éviter le mot tabou pour éviter les problèmes. Tremblant de peur à l'idée de mécontenter quelques lycées parisiens enclins au blocage et certains syndicats étudiants, l'exécutif n'ose pas assumer le mot "sélection", se défend de vouloir la mettre en place et présente donc un dispositif fort compliqué. Le rôle joué par le lycée dans cette sélection qui n'en est pas une, couplé aux annonces sur le bac faites précédemment, laisse entrevoir un avenir sombre pour nos jeunes. En effet, la réputation de leur lycée risque de devenir le critère déterminant pour leur avenir académique et professionnel, ce qui renforcera considérablement les inégalités et le déterminisme social.

Autre pensée magique à effet pervers : on change le nom du logiciel APB. Mais change-t-on vraiment les algorithmes et introduit-on une réelle justice dans le système pour permettre à chacun de s'inscrire là où il pourra réussir et s'épanouir ? La possibilité de mobilité géographique annoncée ne va pas simplifier la gestion des inscriptions et rien ne garantit que les problèmes seront réglés pour la rentrée 2018. Certes, Édouard Philippe promet que le tirage au sort, cette aberration, ne sera plus utilisé mais beaucoup de points restent très obscurs et les futurs étudiants n'ont pas de quoi être sereins. Que deviendront, par exemple, ceux qui ne seront finalement pas acceptés après leur stage de remise à niveau ?

Bref, comme souvent avec M. Macron, on assiste à des annonces qui ne sont que de l'enfumage et de l'esbroufe sans rien de solide ou de durable. Nos étudiants ne seront pas dupes de ces tours de passe-passe qui ne leur apportent rien. Les Patriotes défendent une vision plus ambitieuse de l'enseignement supérieur. Il est nécessaire de rationaliser un système qui a connu des réformes diverses et pas toujours heureuses depuis des années. Nous devons repenser l'orientation, ne pas avoir peur de la sélection et permettre des passerelles entre les filières. Nous devons surtout cesser d'être obnubilés par un modèle anglo-saxon qui n'est pas le nôtre. Notre système combinant universités et grandes écoles a fait la preuve de ses qualités, nous devons le faire évoluer mais sans le renier. Il faut enfin donner à la recherche universitaire des moyens beaucoup plus importants pour que l'enseignement supérieur retrouve sa fonction et ses perspectives.

RÉFORME DU BAC : LE PÉRIL VIENT Communiqué de presse d'Alain Avello,

**Président de Racine – les enseignants patriotes,
Référént national Les Patriotes à l'École**

La « mission » visant à réformer le Baccalauréat a officiellement été mise sur les rails lundi, avec la nomination à sa tête de Pierre Mathiot, ancien directeur de Sciences Po Lille. Les travaux de ladite mission conduiront à la mise en œuvre progressive de la réforme en vue d'inaugurer le « nouveau Bac » lors de la session 2021.

Comme prévisible, cette réforme saisira le prétexte de la dévalorisation du diplôme pour l'édulcorer jusqu'à le nier et pour en saper jusqu'aux principes, en allégeant considérablement au passage le coût de son organisation : suppression des filières (L, ES et S), individualisation des parcours (Bac à la carte), généralisation du contrôle continu (CCF) et réduction à 4 du nombre d'épreuves terminales.

Réformer le Bac est nécessaire afin de lui redonner du sens et de la valeur, mais l'inspiration anglo-saxonne (A-Level) nous éloigne des principes de l'École républicaine. La spécialisation par filières, bien plus que les appétences individuelles, permet la promotion des talents, en garantissant, comme le caractère anonyme, terminal et national de l'examen, qu'un même Bac ait partout même valeur.

C'est pourquoi la réforme qui vient suscite dès à présent notre vigilance et pourrait rencontrer de notre part une opposition des plus résolues.

Nantes le 5 Novembre 2017



L'APPRENTISSAGE, VOIE ROYALE



**Communiqué de presse d'Alain Avello,
Conseiller régional des Pays de Loire,**

La Région Pays de la Loire fait preuve dans sa promotion de l'apprentissage d'un vrai volontarisme qui mérite d'être salué. Ainsi recense-t-on 30 200 apprentis en cette rentrée 2017, soit une progression de 6,6% en un an, et ils sont 80% à trouver un emploi dans les 6 mois qui suivent l'obtention de leur diplôme.

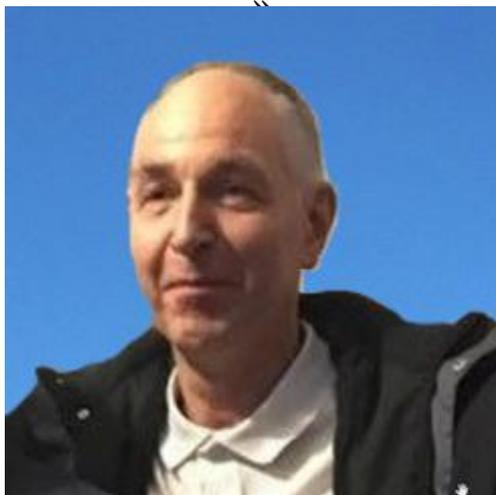
Ce dont l'apprentissage, qui doit plus largement encore devenir un vecteur d'accomplissement personnel et une voie royale d'accès à l'emploi, a si longtemps souffert, c'est d'un grave déficit d'image. Cette dévalorisation de la voie professionnelle, perçue comme voie de relégation, trouve sa cause dans la pratique de l'orientation par l'échec : on finit par orienter vers cette voie, le plus souvent tardivement, les jeunes en échec dans l'enseignement général.

Et cette pratique de l'orientation par l'échec se nourrit à son tour du contresens égalitariste, véritable négation de l'égalité républicaine, au titre duquel il faudrait indéfiniment maintenir tous les jeunes dans la voie générale — du « collège unique » à la « fac pour tous » —, au mépris de leurs appétences et compétences. Il est à cet égard très regrettable que la voix de l'égalitarisme se défiant de l'apprentissage ait été une nouvelle fois portée par la représentante d'un syndicat enseignant lors de la session du Conseil académique de l'Éducation nationale (CAEN) du 21 novembre dernier.

Pour Les Patriotes de Loire-Atlantique, il s'agit au contraire de réunir l'ensemble des conditions à une pleine revalorisation de l'apprentissage, en le généralisant, en veillant à ce que les formations soient en adéquation précise avec les besoins du marché de l'emploi et qu'ainsi les débouchés soient garantis, en procédant à une orientation toujours positive vers cette voie, et en faisant tomber une fois pour toutes le tabou de l'orientation précoce : dans bien des cas, dès l'âge de 14 ans, l'apprentissage est la clef de la réussite et de l'accomplissement.

Nantes le 30 Novembre 2017

«Au delà de nos 100 propositions, bâtir un projet patriote pour l'École»



par **Marc Chapuis**
Professeur de classes préparatoire (er)
Secrétaire général de Racine

Avant d'entrer dans le vif de cet article, je voudrais insister sur l'essentiel.

Si les événements récents, notamment l'éviction de Florian Philippot, nous ont amenés à rendre l'ex "Collectif" Racine indépendant du Front National, ce n'est pas pour nous replier sur une chapelle, fût-elle "Patriote", et cela ne signifie pas le rejet de ceux qui y sont restés. Au contraire, nous avons voulu préserver notre indépendance afin de travailler dans un esprit d'ouverture avec tous ceux qui partagent les mêmes convictions, qu'ils viennent de la "gauche" ou de la "droite".

NOS IDÉES N'ONT PAS CHANGÉ: ELLES SONT PARFAITEMENT EXPRIMÉES DANS L' "APPEL POUR LE REDRESSEMENT DE L'ÉCOLE" ET NE PARVIENDRONT AU POUVOIR QUE SI NOUS SAVONS NOUS UNIR AFIN DE BÂTIR UN PROJET COMPLET DANS LEQUEL CHACUN DE NOS MOUVEMENTS RESPECTIFS POURRA PUISER.

Le chemin sera encore long. Parcourons-le ensemble.

Un bilan

De nombreuses réflexions ont été menées depuis la création du Collectif Racine en 2014, comme en attestent les articles publiés dans la Lettre ainsi que les pages nationales et départementales de notre site.

Les choses se sont accélérées en 2016 à l'approche de l'élection présidentielle, avec comme étape principale la convention nationale du 22 septembre 2016 au cours de laquelle nous avons

présenté une liste de 100 propositions pour l'École et l'Université.

À l'occasion de notre convention de rentrée, nous venons de dresser le bilan de cette campagne présidentielle. Ceci qui nous conduit à aller au delà de ces 100 propositions, pour les raisons suivantes:

- Dès la fin 2016, il est apparu que certaines points nécessitaient d'être approfondis en prévision de nos interventions dans les médias. Nous avons donc formé des groupes de réflexion afin de produire des documents de synthèse détaillant certaines propositions.

- L'abondant courrier auquel nous avons répondu nous a fait prendre conscience de certaines préoccupations de nos concitoyens auxquelles il faudra apporter des réponses (par exemple sur le handicap à l'école ou sur les emplois précaires dans l'Éducation Nationale).

- Sur la forme, de nombreuses personnes recherchaient dans notre programme la réponse à une question précise et pouvaient être gênées par la présentation séquentielle des propositions.

Enfin, dès que les Français en auront décidé ainsi, la ferme volonté que nous avons d'engager au plus vite le redressement de l'École et de l'Université doit nous inciter à en envisager tous les aspects afin de produire un projet d'ensemble cohérent et suffisamment précis pour être applicable rapidement. S'il faut d'abord convaincre les Français,

IL FAUT AUSSI NOUS PRÉPARER À EXERCER DES RESPONSABILITÉS GOUVERNEMENTALES. CELA

VA NOUS DEMANDER UN TRAVAIL IMPORTANT QUI DOIT ÊTRE ENGAGÉ RAPIDEMENT.

Le but de cet article est de définir un mode d'organisation et une méthode de travail.

Un mode d'organisation

Dans la phase actuelle où nous avons une grande quantité de travail à réaliser et où nous n'avons ni le temps ni les moyens financiers d'organiser de nombreuses rencontres nationales, je propose de nous appuyer sur nos structures départementales et sur les responsables départementaux qui seront appelés à jouer un rôle central dans cette organisation.

Je souhaite donc que nous réunissions dans chaque département plusieurs groupes de réflexion pilotés par le responsable départemental et que nous menions nos travaux à l'échelle départementale dans un premier temps. Ce mode de fonctionnement décentralisé que j'ai expérimenté en Gironde début 2017 présente l'avantage de permettre à tous nos adhérents (enseignants ou non) de participer à l'élaboration de notre projet, puisque chaque adhérent pourra participer à un ou plusieurs groupes de réflexion en fonction de ses centres d'intérêt, de ses compétences et de ses disponibilités.

L'avantage pour nos adhérents est de limiter au strict minimum nécessaire le temps qu'ils auront à y consacrer, car les réunions peuvent se tenir au domicile d'un adhérent avec un temps de transport minimal.

D'après mon expérience, un groupe de réflexion doit tenir entre une et trois réunions de deux heures chacune pour aboutir à une synthèse exploitable. Pour travailler efficacement, un effectif maximal de 5 participants par groupe me paraît suffisant.

L'objectif de chaque groupe de réflexion sera de produire un document de synthèse, d'une page pour un sujet "simple" à 3 pages maximum pour un sujet complexe. Afin d'assurer un début de cohérence de nos travaux et d'éviter les doublons, nous allons créer un site spécifique afin d'y déposer les documents de synthèse qui seront consultables en ligne et téléchargeables. Il faudra éviter la diffusion intempestive de nos documents qui ne sont encore que des documents de travail, donc ceux-ci ne seront accessibles qu'aux responsables départementaux.

L'assemblage des contributions départementales sera réalisé ultérieurement au niveau national, avec des groupes de synthèse nationaux lorsque ce sera nécessaire.

Enfin, une ou plusieurs réunions programmatiques permettront de finaliser notre projet.

Parallèlement, je compte réactiver les échanges directs d'idées et de témoignages via notre site national (www.asso-racine.fr). Dans ce but, je viens d'y ajouter un forum public ouvert aux non adhérents (sur inscription) ainsi qu'un nouvel espace membres dans lequel les adhérents de Racine pourront faire remonter les informations dont ils disposent localement.

Une méthode de travail

L'initiative de la création des groupes de réflexion reviendra aux responsables départementaux, en tenant compte des compétences disponibles au niveau local, des travaux déjà réalisés et consultables sur le site, ainsi que des souhaits formulés par les adhérents. Je me tiens bien évidemment à leur disposition pour en discuter.

Il est indispensable que le responsable participe à toutes les réunions d'un groupe dont il devra rédiger le document de synthèse. Dans le cas où le nombre de groupes au sein d'un même département rendrait trop lourde la tâche du responsable départemental, celui-ci peut proposer un adhérent pour le remplacer dans cette tâche pour un ou plusieurs groupes de réflexion.

Le choix des sujets:

Nous laisserons aux sections départementales la plus grande initiative sur le choix des sujets en fonction des compétences et des centres d'intérêt des adhérents.

Par contre, les sujets choisis devront être préalablement validés par le secrétaire de Racine, afin de vérifier s'ils s'inscrivent bien dans la logique d'ensemble du projet. Si ce n'était pas le cas, le secrétaire et le responsable départemental envisageront conjointement une nouvelle formulation.

À titre d'exemple les travaux pourront porter sur:

- L'architecture du système d'enseignement: articulation enseignement général/technologique, primaire, secondaire, supérieur, formation continue, deuxième chance, apprentissage; etc...
- Les contenus d'enseignement: programme d'Histoire dans le second degré, sport à l'école, etc...
- Des thèmes transversaux: égalité et promotion sociale du mérite, handicap à l'école, évaluation et carrière des enseignants, outils numériques (MOOC...), citoyenneté et identité nationale, précarité de certaines catégories de personnels, administration de l'EN (centrale, rectorats, établissements), échanges internationaux (Erasmus+, formation de cadres pour l'Afrique...),

neutralité politique et religieuse, examens et Baccalauréat, relations avec les parents, formation des enseignants, etc...

La recherche documentaire préalable:

Avant la première réunion d'un groupe, il faudra rechercher les documents, rapports, statistiques, etc... susceptibles d'éclairer le groupe dans ses réflexions. Pour donner un exemple, lors de nos travaux sur le retour au baccalauréat professionnel en quatre ans, nous nous étions appuyés (entre autres documents) sur le rapport "Le Bac Pro en 3 ans - Bilan commenté de la réforme" réalisé par l'AGEFA-PME. Ce rapport constituait un source intéressante, en ce sens qu'il provenait de milieux professionnels très au fait du sujet et dont il reflétait les préoccupations avec un véritable souci d'équilibre et d'objectivité. A contrario, j'avais rejeté le rapport d'un "haut conseil" écrit en novlangue. Ce travail préparatoire est extrêmement important, afin que les membres du groupe de réflexion puissent s'appuyer sur quelques documents de synthèse judicieusement choisis et qu'ils auront lus avant la première réunion. Le travail préparatoire devrait, à mon avis, être réalisé par le responsable départemental, mais il pourrait éventuellement être délégué à un membre du groupe afin de ne pas surcharger ce responsable. Les recherches de documents sur internet peuvent aussi être menées en parallèle par les participants qui les transmettent au responsable de la documentation afin qu'il fasse le tri dans les documents collectés et ne transmette au groupe que quelques documents particulièrement pertinents (3 ou 4 me paraissent un maximum, quitte à constituer un dossier complémentaire avec les autres documents).

Les réunions des groupe de réflexion:

Ces réunions doivent se tenir dans des lieux calmes, neutres et discrets afin de permettre à nos adhérents qui souhaitent conserver l'anonymat d'y participer (par exemple le domicile d'un adhérent).

La conduite de la réunion est assurée par le responsable départemental, qui rédige ensuite une ébauche du document de synthèse et l'envoie aux participants pour recueillir leurs avis. Cette ébauche constituera le document de base pour la

réunion suivante, après avoir été corrigée pour tenir compte des remarques. Elle sera ensuite complétée par le responsable départemental, diffusée aux adhérents pour avis et corrections, et ainsi de suite jusqu'à aboutir à la version finale qui sera envoyée au secrétaire et mise en ligne sur le site dédié.

Des alternatives à ce mode de fonctionnement:

Le mode de fonctionnement départemental me semble le plus aisé à mettre en oeuvre, mais ce n'est pas le seul.

Dans le cas où un département disposerait d'une seule personne compétente sur un sujet, on peut envisager la création d'un groupe de réflexion interdépartemental. Nous l'avions expérimenté l'an dernier avec les sections de Gironde et de Haute-Garonne.

On peut aussi créer des groupes nationaux et fonctionner par audioconférence, comme nous l'avions fait durant l'été 2016 à l'occasion d'un travail sur l'organisation de l'enseignement scientifique dans le second degré.

Ainsi, si le souhait exprimé par un adhérent d'apporter sa contribution à nos travaux ne pouvait pas être satisfait dans le cadre d'un groupe départemental faute d'un nombre suffisant d'adhérents compétents et motivés, il faudrait me faire remonter l'information afin d'envisager une solution alternative.

Je contacterai prochainement tous les responsables départementaux et serai à l'écoute de leurs propositions et des éventuelles difficultés qu'ils pourraient rencontrer.

Et après?

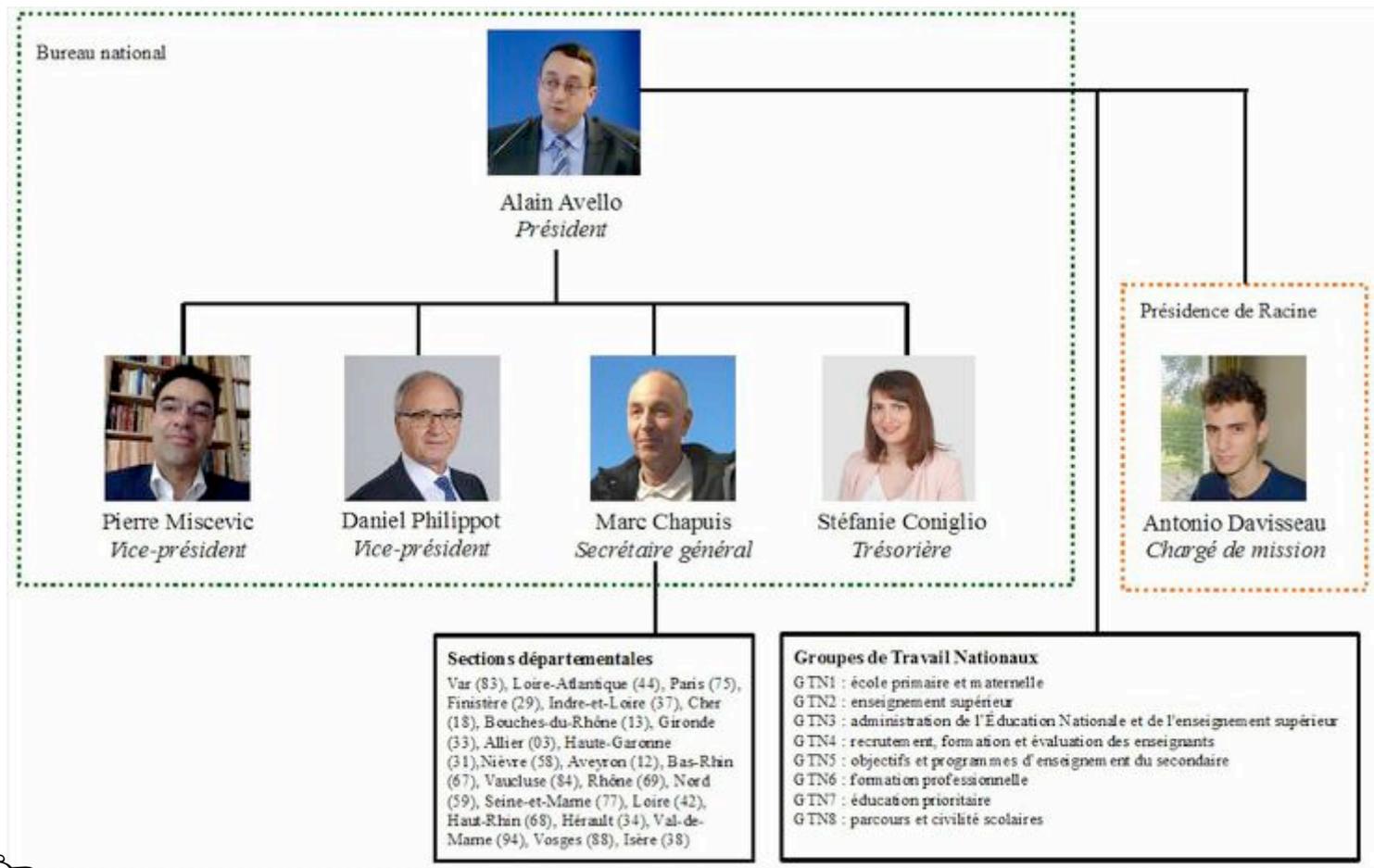
Cette première étape dans la construction d'un projet ambitieux pour redresser l'École devrait nous mobiliser durant toute l'année 2018, voire au delà. Je vous proposerai un premier bilan à l'automne.

La seconde phase devrait débuter en 2019 avec la synthèse des propositions au niveau national.

Le résultat final dépendra de l'implication des adhérents et des responsables départementaux. Souhaitons qu'il soit à la hauteur des enjeux pour notre pays.



ORGANIGRAMME DE RACINE



Racine

Les enseignants patriotes

Coupon à retourner à :

Racine
25 rue de la Bastille
44000 NANTES
asso-racine@mail.fr
www.asso-racine.fr

BULLETIN D'ADHÉSION

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL : VILLE :

TÉL : PORTABLE :

COURRIEL : DATE DE NAISSANCE.../.../.....

JE SUIS ENSEIGNANT

MATIÈRES ENSEIGNÉES : DE NIVEAU(X).....

TYPE D'ÉTABLISSEMENT :

AUTRE (PRÉCISER) :

ADHÉSION SIMPLE : 15€

JE SOUHAITE FAIRE UN DON DE (MONTANT LIBRE) :€

PAIEMENT PAR CHÈQUE À L'ORDRE DE : **ASSO COLLECTIF RACINE**

renvoyer à **Racine**
25 rue de la bastille
44000 Nantes

Signature :